



Exploitants, sous-traitants, citoyens : tous « acteurs de la sûreté », vraiment ?

La table ronde de la matinée de cette 30ème conférence nationale des Cli a pour thématique « Exploitant, sous-traitant, citoyen : tous acteurs de la sûreté ! ». Nous sommes donc «tous acteurs» d'un mauvais film produit par l'industrie nucléaire avec le soutien de l'État, un film qui n'est malheureusement pas une fiction. «Acteurs»... mais en tant que citoyens, confinés à la fonction de figurants !

Nous n'avons choisi ni le rôle muet de faire-valoir qu'on veut nous assigner, ni le scénario. Ceux d'entre nous qui ont moins de 40 ans sont nés dans une société qui leur impose un risque permanent et insensé. **Ce que nous souhaitons, ce n'est pas l'amélioration à la marge d'une sûreté qui ne sera jamais garantie, mais la sortie du nucléaire civil (et militaire) et une vraie démocratie, où les citoyens puissent agir sur la politique énergétique.**

Cette formulation « Exploitant, sous-traitant, citoyen : tous acteurs de la sûreté ! » laisse à penser que les travailleurs du nucléaire et les citoyens auraient un pouvoir d'agir similaire à celui des exploitants, que tous seraient au même niveau. Elle fait glisser la responsabilité des exploitants sur les citoyens, en effaçant totalement le rôle de l'État et le pouvoir des Autorités. Quelle hypocrisie !

Car pour être vraiment «acteurs» de la sûreté, encore faudrait-il que tous les citoyens aient pleinement et rapidement accès aux informations qui touchent à l'environnement et au nucléaire, comme ils en ont le droit. « L'obligation de subir nous confère le droit de savoir »... Alors, quid des mensonges et informations non transmises aux riverains sur certains incidents (Cf. les récentes pollutions au tritium et aux hydrocarbures à Cruas) ? Des demandes d'information qui se soldent par la transmission de documents caviardés par les industriels et donc inexploitable, qu'il s'agisse du Creusot ou de la piscine de Belleville ? Des dialogues techniques auxquels la société civile est appelée à participer en ne disposant que de données parcellaires pour « dialoguer » ? Des réunions interdites à la presse ou à certains membres de Cli ? Des visites d'installations refusées à des personnes connues pour leur engagement contre le nucléaire, comme cela fut le cas récemment au Bugey ?

Et comment les citoyens peuvent-ils être « acteurs » si les autorités ne tiennent jamais compte de leur avis, qu'elles sollicitent pourtant lors des consultations ? À quoi cela rime-t-il si même des milliers de commentaires n'ont aucun impact sur les textes finaux, comme ce fut le cas pour la cuve de l'EPR ? Nous sommes certains de finir en victimes, mais nous refusons catégoriquement d'être utilisé comme caution.

Surtout, **n'est-il pas hypocrite de qualifier les citoyens d'acteurs quand, dans le même temps, la répression et la surveillance s'abattent sur des militants et les entravent dans leur capacité d'agir ?** Quand les personnes qui dénoncent les risques du projet d'enfouissement de déchets radioactifs Cigéo sont fichées, mises sous écoute, arrêtées, empêchées de se rencontrer, et que les autorités tentent de paralyser tout un mouvement ?

Enfin, sans prétendre parler à leur place, **nous sommes également révoltés par le sort réservé aux sous-traitants. Comment peuvent-ils être « acteurs » de la sûreté** lorsque témoigner des difficultés qu'ils rencontrent peut leur valoir des pressions ou des mises à pied ? Lorsqu'avouer une erreur peut valoir un licenciement ? Lorsque des conditions de travail parfois insoutenables et le manque d'accompagnement ne leur permettent plus d'effectuer leur travail correctement ?

**Vous vous sentez concerné ?
Vous non plus, vous ne voulez plus subir, mais
vous organiser et agir ?**

Citoyens, travailleurs du nucléaire, si vous voulez pouvoir vous informer, échanger et partager vos informations sur les problèmes de sûreté qui vous concernent, rejoignez notre réseau indépendant de Surveillance Citoyenne des Installations Nucléaires !

Pour plus d'informations :
<http://www.sortirdunucleaire.org/scin>

Questions et contact : envoyez un mail à
laure.barthelemy@sortirdunucleaire.fr